

LA PRÉSENCE D'OBSERVATEURS ÉTRANGERS POUR LA PRÉSIDENTIELLE AUTORISÉE PAR L'ÉTAT

Le RCD, sceptique, qualifie la décision de «fuite en avant»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a qualifié de «fuite en avant» la dernière annonce du Premier ministre Ahmed Ouyahia sur l'acceptation de la présence d'observateurs étrangers pour la présidentielle de 2009.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le parti de Saïd Sadi, qui a conditionné son éventuelle participation aux prochaines joutes électorales par la présence «massive et qualifiée» d'observateurs étrangers pour assurer une meilleure transparence du scrutin, a estimé,

dans un communiqué rendu public, que «le pouvoir ruse une fois de plus avec les exigences de l'heure et s'abîme dans la fuite en avant». Devant l'exigence du RCD qui a insisté sur la reconduction des «formes de surveillance internationales acceptées

jusqu'à-là pour les scrutins précédents», le pouvoir algérien, s'est en fait décidé d'accorder une telle concession. Mais cela ne semble pas satisfaire Saïd Sadi, qui hésite encore à rendre sa décision finale sur sa candidature à la présidentielle de 2009. «Les Algériens ne se remobiliseront pas tant que les conditions d'une véritable autodétermination ne seront pas garanties», lit-on dans le communiqué.

Autrement dit, «telle que présentée, l'observation vise, une fois de plus, à s'assurer une présence politique symbolique», ce qui amène ainsi le RCD à douter de la volonté du pouvoir algérien «à garantir, pour une fois, de façon concrète et efficace une expression citoyenne libre», ajoute encore le document où sont énumérées les élections réussies grâce à une surveillance internationale «massive et qualifiée»,

dans des pays comme l'Ukraine, le Maroc, le Venezuela et le Ghana. Le RCD cite ces exemples pour démontrer que des élections peuvent être libres, propres et transparentes dans des pays émergents comme le nôtre si le pouvoir en place le veut. Il s'agit juste de réunir les conditions nécessaires pour ce faire, dont la présence d'ONG spécialisées qui ont fait leurs preuves ailleurs. Le pouvoir algérien va-t-il

faire d'autres «concessions» pour convaincre le patron du RCD de prendre part à une élection présidentielle en quête de vrais candidats pour dissiper le spectre de l'abstention ? On ne le sait pas encore. En ce qui concerne le choix de Saïd Sadi, il faudra attendre le 15 du mois en cours pour connaître sa réponse définitive sur sa participation ou non à la présidentielle d'avril 2009.

L. M.

USINE DE MONTAGE DE VÉHICULES EN ALGÉRIE Temmar bloque les projets

Les projets d'installation d'usines de montage semblent être compromis. Le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements a refusé de donner aux concessionnaires chinois les autorisations nécessaires pour l'entame des chantiers.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Selon des sources dignes de foi, les projets d'installation d'usines de montage de véhicules chinois ont été gelés. Après avoir pris connaissance des dossiers présentés par les concessionnaires, le ministère de l'Industrie n'a pas voulu donner son aval pour la mise en marche de l'opération.

Un refus motivé par plusieurs raisons. Après examen des dossiers introduits, il s'est révélé que la démarche des concessionnaires et le plan d'implantation des nouvelles infrastructures ne correspondaient pas aux critères du cahier des charges qui régit le marché des véhicules en Algérie.

Des sources proches du dossier soulignent que les autorités algériennes n'ont pas voulu cautionner cette initiative car la qualité des véhicules qui sortiraient de ces usines pourrait être remise en cause. Ce qui peut porter préjudice à l'image de l'industrie algérienne et compromettre l'aboutissement d'importants projets futurs. Il est à rappeler que lors de la récente visite en Algérie d'une forte délégation de patrons de l'industrie automobile chinoise, il a été procédé à l'annonce de la signature de plusieurs contrats avec des partenaires algériens pour la mise sur pied d'usines de montage de véhicules. Une visite qui était suivie d'une caravane qui a sillonné la région nord du pays. Ainsi, il était question du montage de véhicules de tourisme, de véhicules tout-terrain, de camions et de bus. Annoncé en grande pompe, le projet ne pourra pas être finalisé sans la satisfaction de quelques critères de base.

Il est à rappeler que l'Association des concessionnaires automobile d'Algérie (AC2A) n'a pas manifesté beaucoup d'enthousiasme concernant ce projet. Lors d'une rencontre avec la presse, les membres du bureau de l'Association ont affirmé que la mise sur pied d'usines de montage était subordonnée à la disponibilité d'un tissu d'intégrateurs des pièces composant les véhicules. Le montage de véhicules chinois aurait pu être une opportunité pour l'installation de ce genre de tissu industriel et ouvrir la voie à d'autres perspectives.

N. M.

PRÉSIDENTIELLE Hanoune dit non aux observateurs internationaux



La secrétaire générale du Parti des travailleurs s'est dite surprise par la décision du gouvernement de demander la présence d'observateurs internationaux à l'occasion de la présidentielle.

«Nous sommes toujours contre, nous n'avons pas changé de position là dessus. Pour nous, c'est une question de souveraineté. C'est à l'Algérie de trouver les mécanismes afin de garantir la transparence des élections. Nous avons déjà proposé la présence des représentants des partis au niveau des commissions administratives. C'est à ce niveau qu'il y a le plus de trafic», dit-elle, ne cachant pas le peu de crédit qu'elle accorde aux institutions sollicitées. «Ce n'est quand même pas l'ONU, qui n'est pas capable de faire appliquer une résolution, qui applique le deux poids deux mesures, ni à l'UE, encore moins aux représentants de l'OCI qui vont donner leurs appréciations. Nous n'allons pas mettre notre sort entre leurs mains.»

N. I.

ELLE TIENDRA SAMEDI UNE RÉUNION DE COORDINATION

L'Alliance prépare sa stratégie de campagne pour la présidentielle

Les responsables des partis de l'Alliance présidentielle tiendront samedi matin une réunion de coordination, a annoncé, hier, un communiqué de presse du FLN.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem, Ahmed Ouyahia et Aboudjerja Soltani auront à étudier les mesures et les modalités pour la mise en œuvre de la stratégie électorale pour le compte du candidat Abdelaziz Bouteflika. C'est en effet ce qu'a précisé hier Saïd Bouhadja, responsable de la communication du Front de libération nationale, parti assurant actuellement la présidence de l'Alliance. «Cette réunion sera consacrée à la stratégie de campagne en faveur du candidat à l'élection présidentielle, M. Abdelaziz Bouteflika. Les grandes lignes de cette stratégie seront étudiées et les modalités de leur



mise en œuvre arrêtées. Ces mesures seront rendues publiques au terme de cette rencontre», a précisé Saïd Bouhadja. Cette réunion au sommet des leaders de l'Alliance constitue une première phase dans l'agenda de la

présidentielle de 2009. Une phase dynamique que ces partis engagent avant même que le principal concerné n'annonce officiellement son intention de briguer un troisième mandat.

T. H.